

 <https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/12/22/transformer-l-education-nationale-en-trem...>

 Sylvie Lecherbonnier

 9 min read

Transformer l'éducation nationale en tremplin politique, le pari de Gabriel Attal

Cet article vous est offert

Pour lire gratuitement cet article réservé aux abonnés, connectez-vous

[Se connecter](#)

Vous n'êtes pas inscrit sur Le Monde ?

[Inscrivez-vous gratuitement](#)

- [Débats](#)
- [Éducation](#)

L'ambitieux ministre du gouvernement Borne s'attaque aux totems éducatifs français pour capter l'opinion : niveau des élèves, redoublement, uniforme... sans s'inquiéter de la faisabilité de ses annonces.

Publié le 22 décembre 2023 à 14h00 Temps de Lecture 3 min.

Article réservé aux abonnés

Gabriel Attal « *assume* ». Le ministre de l'éducation nationale « *assume* » d'avoir interdit l'abaya, cette robe longue de tradition moyen-orientale, à l'école. Il « *assume* » de secouer son administration face au harcèlement. Il « *assume* » que les taux de réussite au brevet et au bac baissent le temps d'élever le niveau des élèves. Il le martelait encore à l'Assemblée nationale le 12 décembre : « *Je ne prends pas des positions, je prends des décisions et je les fais appliquer.* »

Adeptes d'une « *parole performative* », une parole qui se traduit en actes, le fin communicant aux évidentes ambitions politiques veut prendre des mesures qui ont des conséquences concrètes et visibles dans la vie des Français. Loin de s'adresser principalement aux enseignants comme nombre de ses prédécesseurs, il vise un public particulier : les Français des classes moyennes, ceux « *qui financent par leur travail et leurs impôts le fonctionnement de nos services publics* », mais qui « *ont parfois le sentiment qu'ils ne peuvent plus avoir confiance* » dans l'école publique et font parfois le choix du privé « *au prix d'immenses sacrifices* », rappelait-il le 5 décembre. Ceux aussi qui pourraient être tentés de voter pour le Rassemblement national (RN).

Le ministère de l'éducation nationale est-il devenu un terrain de choix pour cette ambition ? A l'heure de la majorité relative à l'Assemblée nationale, ce maroquin, réputé difficile et source d'impopularité, tant le consensus y est souvent introuvable, permet de manier un argument de taille : nul besoin de loi pour réformer le système éducatif et faire évoluer le quotidien de douze millions d'élèves et de leurs familles.

Alors que l'exécutif est plongé dans une crise politique d'ampleur sur l'immigration, Gabriel Attal peut expérimenter le port de l'uniforme via une simple évolution du règlement intérieur des établissements et le bon vouloir des collectivités, réformer les programmes de l'école primaire par une saisine de l'instance qui s'en occupe, mettre en place un questionnaire sur le harcèlement pour tous les élèves, du CE2 à la terminale, par une directive envoyée aux recteurs, ou encore montrer sa fermeté en matière de laïcité par voie de circulaire.

« Vision de court terme »

Pour capter l'opinion, Gabriel Attal s'attaque méthodiquement aux totems éducatifs français : le niveau des élèves, le redoublement, l'uniforme... Ses décisions peuvent diviser les enseignants échaudés par les réformes qui se succèdent et se contredisent depuis des décennies. Le macroniste « *ressort les vieilles rengaines de la droite conservatrice et de la gauche traditionaliste. Cette vision de court terme ne peut pas répondre à la crise profonde que traverse l'école* », commente ainsi l'ancien recteur Alain Boissinot.

Certains enseignants, en difficulté face à l'hétérogénéité croissante de leurs classes, sont néanmoins tentés de tester les groupes de niveau que Gabriel Attal veut mettre en place au collège, en français et en mathématiques, et de retrouver la facilité du redoublement. De telles mesures peuvent être populaires aussi bien chez une partie des professeurs que chez les parents, alors que les chercheurs, et une autre partie de la communauté éducative, les jugent inefficaces, voire propices à la reproduction des inégalités et au tri social.

Mais qu'importe ! Gabriel Attal a fait le pari que l'éducation nationale pouvait être un tremplin politique, alors même que beaucoup lui déconseillaient de prendre le poste, avant sa nomination, le 20 juillet. Fin août, après le trop discret passage de l'historien Pap Ndiaye rue de Grenelle, les cercles éducatifs et politiques s'inquiétaient encore des marges de manœuvre qu'Emmanuel Macron pouvait laisser à son fidèle allié, le chef de l'Etat faisant de l'éducation un « domaine réservé ».

En décembre, ces questions n'ont plus cours : Gabriel Attal revendique de pouvoir négocier les arbitrages en direct avec le président. Le « *jeune Gabriel* », comme l'appelle Jean Castex, a incontestablement changé de stature. Son poids politique croît en même temps que sa cote de popularité.

Une question de moyens

Peu de ses prédécesseurs ont réussi à transformer l'essai. Un ministre, auquel Gabriel Attal fait d'ailleurs volontiers référence, revient dans les têtes des anciens cadres de l'éducation nationale : Jean-Pierre Chevènement. De 1984 à 1986, après l'échec – et le traumatisme – de la loi Savary, censée intégrer dans le service public les écoles privées sous contrat, l'élu socialiste a aussi incarné cette ligne de fermeté, d'autorité et d'« *exigence* ». Ce passage rue de Grenelle lui a permis de devenir une figure incontournable de la politique française, ministre de l'intérieur dix ans plus tard et candidat à l'élection présidentielle en 2002.

D'autres ministres – Jean-Michel Blanquer au premier chef – ont pu connaître une ascension politique avant de se heurter à la mise en œuvre de leurs réformes. Une phase d'autant plus délicate aujourd'hui que la profession enseignante est en souffrance et manque d'attractivité. Quoi qu'elles en pensent sur le fond, les sphères éducatives

s'interrogent sur la faisabilité des annonces de Gabriel Attal. Même s'il a obtenu des créations de postes, les moyens seront-ils suffisants pour mettre en place des groupes de niveau d'une quinzaine d'élèves pour les plus faibles, alors que les concours de l'enseignement ne font pas le plein ? Déjà les parents d'élèves se rendent compte que la promesse du président de la République de remplacer tous les professeurs absents ne tient pas.

Mais, à plus long terme, la communauté éducative le sait : il faut plusieurs années pour que les mesures soient appliquées, et plusieurs années encore sont nécessaires pour en apprécier les effets, si tant est que cette évaluation ait vraiment lieu. Les ministres, eux, restent en moyenne un peu plus de deux ans rue de Grenelle. Quand viendra le moment d'évaluer ses réformes, où Gabriel Attal sera-t-il donc ?

Sylvie Lecherbonnier

Contribuer

Vous pouvez lire *Le Monde* sur un seul appareil à la fois

Ce message s'affichera sur l'autre appareil.

Découvrir les offres multicomptes

- Parce qu'une autre personne (ou vous) est en train de lire *Le Monde* avec ce compte sur un autre appareil.

Vous ne pouvez lire *Le Monde* que sur **un seul appareil** à la fois (ordinateur, téléphone ou tablette).

- Comment ne plus voir ce message ?

Si vous utilisez ce compte à plusieurs, passer à une offre multicomptes pour faire profiter vos proches de votre abonnement avec leur propre compte. Sinon, cliquez sur « » et assurez-vous que vous êtes la seule personne à consulter *Le Monde* avec ce compte.

- Vous ignorez qui d'autre utilise ce compte ?